

Les subsides

● (1125)

Nos paiements d'intérêts à l'étranger sont passés de moins de 2 milliards de dollars en 1973, soit environ 5 p. 100 de nos exportations, à plus de 14 milliards l'an dernier, soit environ 13 p. 100 de nos exportations. Voilà pourquoi la valeur du dollar est menacée et s'établit maintenant à 77c. C'est aussi pourquoi nos taux d'intérêt élevés freinent la reprise économique et placent les Canadiens devant un dilemme que le FMI a décrit dans son rapport intitulé: «Politique fiscale dans les principaux pays industriels» publié ce mois-ci.

Le FMI a signalé la situation du Canada par rapport à la valeur actuelle de notre production nationale. Les paiements d'intérêt de loin les plus élevés sont effectués par l'Italie et le Canada et correspondent à environ 9 p. 100 et 7 p. 100 du PIB. Aux États-Unis, la proposition n'est que de 4.5 à 5 p. 100; il en est de même au Royaume-Uni. Elle est d'environ 3 p. 100 en France et dans la République fédérale d'Allemagne. Le FMI affirme que des coûts budgétaires aussi lourds constituent le principal obstacle aux efforts actuels de la plupart des dirigeants nationaux en vue de réduire leurs déficits. Le FMI prétend que le Canada et les autres pays industriels doivent choisir entre une série de solutions peu attrayantes: tout d'abord, accroître suffisamment les recettes pour convenir des paiements d'intérêt sensiblement accrus; deuxièmement, réduire dans des propositions égales les diverses autres dépenses publiques; et troisièmement, laisser les paiements d'intérêt augmenter plus rapidement, ce qui pourrait nous entraîner dans un cercle vicieux d'interaction, les paiements d'intérêt alourdissent la dette et vice-versa.

La troisième solution est celle que le Canada a choisie durant le mandat de 4.5 ans du gouvernement actuel et depuis 1972-1973. Le gouvernement laisse les frais supplémentaires d'intérêt augmenter à un rythme plus rapide, puisque les paiements d'intérêt aggravent notre endettement et que l'accroissement de la dette alourdit les intérêts à payer.

Comment le savons-nous? Simplement en jetant un coup d'œil aux frais d'intérêt du gouvernement. Cette année, nous paierons plus de 20 milliards en frais d'intérêt...

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre, je vous prie. La présidence doit interrompre le député, car son temps de parole est terminé. Il pourra avoir l'occasion de s'exprimer encore pendant la période de dix minutes consacrée aux questions et aux réponses. Y a-t-il des questions?

M. Crosbie: Si la Chambre y consent, me serait-il permis de terminer mon discours?

Le président suppléant (M. Guilbault): La Chambre permet-elle au député de terminer son discours?

Des voix: D'accord.

M. Crosbie: Je vous remercie, monsieur le Président. C'est une vaste question qu'il est difficile de couvrir en 20 minutes. Je vous parlais donc du service de la dette publique. Cette année, les frais seront de 20.3 milliards, soit 20.8 p. 100 de l'ensemble des dépenses du gouvernement fédéral. Le ministre nous a prévenus que les frais s'accroîtront au cours des trois prochaines années pour atteindre 24.7 milliards en 1987-1988, soit 21.4 p. 100 de l'ensemble des dépenses du gouvernement. Naturellement, cette estimation est beaucoup trop faible. Si nous devons consacrer 21 p. 100 de toutes nos recettes à payer des intérêts, cet argent, nous ne l'avons plus pour améliorer les

conditions de vie du simple citoyen, pour élargir nos programmes sociaux, pour favoriser le développement économique. C'est le dilemme dans lequel nous sommes maintenant à cause du gouvernement.

Pour terminer, parce que le temps presse, y a-t-il une solution? Il me faudrait encore 20 minutes pour parler de la solution. Elle consisterait à repenser la politique économique pratiquée par le gouvernement, surtout depuis dix ou douze ans. Il faudrait d'abord surmonter le problème du déficit, ce qui prendrait sûrement quatre ou cinq ans, je suppose, par tout un éventail de mesures tant en augmentant les recettes qu'en réduisant les dépenses. A l'encontre de ce que le gouvernement a fait vis-à-vis de l'entreprise privée, nous devons nous montrer plus accueillants envers le capital étranger et Canadien. L'Agence d'examen de l'investissement étranger ne devrait pas être ce qu'elle est. Sa présence suppose que nous ne voulons pas de capitaux étrangers, que nous n'en avons pas besoin, alors que nous en avons justement besoin pour appuyer la croissance économique et créer de l'emploi. Il nous faudrait plutôt une Agence d'accueil de l'investissement étranger. Certaines réserves étant faites pour certains domaines, admettons sans détour que l'investissement étranger est le bienvenu.

● (1130)

Il faut privatiser chaque fois que cela est possible, préciser notre politique économique vis-à-vis des États-Unis, mettre l'accent sur le commerce extérieur et enfin, redonner confiance aux investisseurs de chez nous. Ce sont eux qui, en investissant à l'étranger, font la vie dure à notre dollar. Depuis trois ou quatre ans surtout, des Canadiens, estimant qu'il est difficile d'investir ici, ont exporté une énorme partie de leur capital. Nous devons redonner confiance à ces gens-là, leur prouver que nous avons un gouvernement respectueux des principes économiques. Enfin, monsieur le Président, il faut aussi relancer la coopération fédérale-provinciale, et favoriser les associations entre les deux ordres de gouvernement, mettre un terme à la guerre froide, à la guerre civile, qui dure depuis de trop nombreuses années.

Cela n'est pas une position exclusivement conservatrice, monsieur le Président. C'est la position adoptée par la moitié des candidats à la direction du parti libéral. M. John Turner, le vainqueur probable, entend réduire le déficit de 15 milliards en rationalisant les programmes sociaux, en éliminant les services inutiles et en rendant efficace la bureaucratie. Mais il reste vague. Personne n'a pu le convaincre de préciser davantage la démarche qu'il entend suivre. Non, la précision n'est pas son fort. Cependant, ses intentions sont bonnes. Les politiques qu'il préconise sont les nôtres. Il présenterait un budget fondé sur les mêmes principes que le budget Crosbie de décembre 1979 que le parti actuellement au pouvoir avait rejeté, ce qu'il regrette amèrement depuis, puisque ce geste a marqué le début de la dégringolade qui a abouti à la situation économique pitoyable dans laquelle nous nous retrouvons maintenant.

Toute hausse de 1 p. 100 des taux d'intérêt ajoute 885 millions de dollars aux frais d'intérêt du gouvernement. Voilà qui démontre toute l'importance de la hausse des taux d'intérêt pour notre propre gouvernement.

Je remercie la Chambre de m'avoir accordé plusieurs minutes supplémentaires, et en terminant, je voudrais dire que nous, de notre parti, sommes d'avis que le gouvernement peut gérer l'économie de manière à maintenir les taux d'intérêt à un